

Unité départementale de la Marne
Horaires d'ouverture : 9h30-11h30 / 14h00-16h00
Parc technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader – BP 177
51 685 REIMS Cedex 02

Reims, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



IPC PETROLEUM FRANCE

MACLAUNAY
51210 MONTMIRAIL

Références : SM1 n° D1 i 2022-355

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/04/2022 dans l'établissement IPC PETROLEUM FRANCE implanté MACLAUNAY 51210 MONTMIRAIL. L'inspection a été annoncée le 21/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale "sous traitance" dans les établissements classés seveso seuil haut.

Cette action nationale a pour objectif d'obtenir un état des lieux du niveau du respect des exigences réglementaires pour les trois thèmes suivants :

- la formation / sensibilisation aux risques des opérateurs ou entreprises extérieures,
- la maîtrise des procédures d'exploitation,
- la maîtrise des procédures d'urgence.

Les prescriptions vérifiées sont issues du système de gestion de la sécurité imposé par l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs sur les sites Seveso.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IPC PETROLEUM FRANCE
- MACLAUNAY 51210 MONTMIRAIL
- Code AIOT dans GUN : 0005701409
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut

- Non IED - MTD

La société IPC exploite un champ pétrolifère mettant en œuvre des sites d'extraction, un centre de production de pétrole brut sur le site de Montmirail. Le site est classé seveso seuil haut pour ses stockages de pétrole brut.

L'extraction du pétrole est effectuée sur différentes plates-formes éloignées les unes des autres. Le transfert de pétrole brut vers la raffinerie du Havre s'effectue par camions.

Le thème retenu pour la visite est la sous traitance.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
procédure SGS relative à la sous traitance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	/	Sans objet
Identification des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe I.1	/	Sans objet
Information / formation du personnel sous traitant	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1	/	Sans objet
identification des risques	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1	/	Sans objet
plan de prévention, permis de travail, permis feu	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 annexe1	/	Sans objet
inspection commune préalable aux travaux	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1	/	Sans objet
suivi du chantier	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1	/	Sans objet
réception des travaux	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 annexe1	/	Sans objet
évaluation des entreprises extérieures :	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1	/	Sans objet
Organisation de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite n'a pas mis en évidence de non conformité par rapport aux dispositions contrôlées

2 observations ont été émises :

- le sous traitant de la société DURAND ne savait pas où était le point de rassemblement
- la procédure "permis de travail" nécessite une mise à jour concernant le levage et le retour des permis en cas d'évacuation du site (cf les fiches de constats)

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : procédure SGS relative à la sous traitance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, SGS- sous traitance
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté.L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement
Constats : L'exploitant a transmis en amont de la visite ses procédures SGS relatives à la sous traitance: <ul style="list-style-type: none">- PR-10-CP VPU-HSE-v1 : gestion des entreprises extérieures- MO-5-1-GEN-HSE-v1 : accueil sécurité général- MO-10-1-GEN-HSE-v1 : plan de prévention- MO-8-51-GEN-HSE-v2 : permis de travail Lors de l'inspection 2 entreprises extérieures (DURAND et EIFFAGE) ont été contrôlées pour vérifier leur niveau de connaissance des risques et la mise en oeuvre effective du système de gestion de la sécurité. En 2021, 126 360 heures de travail ont été sous traitées 225 accueils de sécurité ont été réalisés 120 plans de prévention ont été établis 1377 permis de travail ont été établis
Observations : La procédure permis de travail appelle les observations suivantes: <ul style="list-style-type: none">- la procédure ENR-21-GEN-HSE mentionné au I a été remplacée par la procédure ENR-63-GEN-HSE-V1: il convient de mettre à jour le document- il est mentionné qu'en cas d'alerte évacuation sur le centre de production, il faut faire arrêter tous les travaux et s'assurer du retour des permis en salle de contrôle. Or le retour en salle des permis n'est pas applicable car la consigne est de se rendre au point de rassemblement. Il convient de modifier la procédure en ce sens.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Identification des entreprises extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe I.1
Thème(s) : Risques accidentels, SGS- sous traitance
Prescription contrôlée : Point 1 du SGS : organisation Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.
Constats : En général concernant la maintenance, certaines tâches sont confiées à des entreprises extérieures alors que d'autres sont réservées au personnel IPC <ul style="list-style-type: none">- l'électricité et l'instrumentation: personnel IPC- la mécanique: entreprises extérieures- les travaux neufs:entreprises extérieures si IPC ne dispose pas des ressources internes L'exploitant dispose d'une liste d'entreprises extérieures qui interviennent régulièrement sur le site (plan de prévention annuel) Hormis les activités de citernage, il y a peu d'entreprises extérieures qui interviennent sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Information / formation du personnel sous traitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1
Thème(s) : Risques accidentels, SGS- sous traitance
Prescription contrôlée : Point 1 du SGS : formation : Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.
Constats : Les entreprises extérieures bénéficient d'un accueil sécurité adapté à leurs missions <ul style="list-style-type: none">- un accueil sécurité "général" pour les nouveaux embauchés, stagiaires, intérimaires et entreprises extérieures- un accueil sécurité renforcé et adapté pour le personnel IPC, pour le gardiennage et les entreprises faisant du citernage. Les risques présentés sont adaptés aux postes de travail- accueil visiteur: pour les visiteurs qui sont accompagnés sur site d'un agent d'IPC A la fin de l'accueil sécurité: un QCM est réalisé et un macaron est délivré et est à apposer sur le casque. S'il y a trop d'erreurs sur le QCM, les différents points sont repris et réexpliqués jusqu'à compréhension totale. En cas de difficultés d'appropriation des consignes par l'entreprise extérieure, un audit sécurité peut être déclenché afin de constater le respect des consignes. Lors de l'inspection les 2 entreprises extérieures contrôlées avaient connaissance des risques du site.L'accueil sécurité est renouvelé tous les 3 ans. En cas de personnel ne parlant pas français, il doit toujours être accompagné d'un intervenant qui parle français et qui est capable d'effectuer la traduction.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : identification des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1
Thème(s) : Risques accidentels, SGS- sous traitance
Prescription contrôlée : Point 2 du SGS - Identification et évaluation des risques liés aux accidents majeurs Des procédures sont mises en œuvre pour permettre une identification systématique des risques d'accident majeur susceptibles de se produire en toute configuration d'exploitation des installations. Ces procédures doivent permettre d'apprécier les possibilités d'occurrence et d'évaluer la gravité des accidents identifiés.
Constats : Les entreprises extérieures sont formées lors des accueils sécurité renforcés (cf point plus haut) L'accueil sécurité est enregistré dans la base de données et permet d'assurer la traçabilité. Lors de la 1ere intervention sur site, il y a un accompagnateur pour former le nouvel arrivant, notamment pour le citernage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : plan de prévention, permis de travail, permis feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 annexe1
Thème(s) : Risques accidentels, SGS- sous traitance
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt , de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous traitées, font l'objet de telles procédures
Constats : Chaque intervention d'une entreprise extérieure fait l'objet d'un plan de prévention, même si l'intervention est urgente. Concernant le chargement des citernes, un protocole de sécurité est également en place. Chaque plan de prévention fait ensuite l'objet d'un permis de travail réalisé par le donneur d'ordre, le service HSE et autorisé par la salle de contrôle. Si les travaux durent plusieurs jours, le permis doit être validé chaque jour en salle de contrôle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : inspection commune préalable aux travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1
Thème(s) : Risques accidentels, SGS- sous traitance
Prescription contrôlée : Point 3 du SGS : maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : Il existe une visite préalable lors de la rédaction du plan de prévention, cette visite permet de rappeler les risques liés à l'intervention et les risques liés à la co-activité. Lors de l'inspection, les 2 sous traitants contrôlés (entreprise DURAND et EIFFAGE) avaient connaissance des risques.
Observations : Le sous traitant de l'entreprise DURAND ne savait plus où est situé le point de rassemblement en cas d'évacuation du site. Il convient de remédier à cette situation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : suivi du chantier

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1
Thème(s) : Risques accidentels, SGS- sous traitance
Prescription contrôlée : Point 3 du SGS : maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : Des audits sécurité sont réalisés pour la partie sécurité. Des audits maintenance sont réalisés pour vérifier la conformité des travaux. Mais comme la sous traitance concerne en grand partie le citernage, le suivi de chantier n'est pas applicable.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : réception des travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 annexe1
Thème(s) : Risques accidentels, SGS- sous traitance
Prescription contrôlée : Point 3 du SGS : maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : La réception des travaux n'est pas toujours applicable aux tâches sous traitées puisque l'essentiel concerne le citernage. La réception des travaux se fait lors de la clôture de l'ordre de travail et du permis de travail.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : évaluation des entreprises extérieures :

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1
Thème(s) : Risques accidentels, SGS- sous traitance
Prescription contrôlée : Point 6 du SGS : surveillance des performances : Des procédures sont mises en œuvre en vue d'une évaluation permanente du respect des objectifs fixés par l'exploitant dans le cadre de sa politique de prévention des accidents majeurs et de son système de gestion de la sécurité. Des mécanismes d'investigation et de correction en cas de non-respect sont mis en place. Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé. Les procédures peuvent également inclure des indicateurs de performance, tels que les indicateurs de performance en matière de sécurité et d'autres indicateurs utiles.
Constats : L'évaluation des entreprises extérieures se fait mensuellement avec la remontée des audits. L'évaluation est traitée dans le cadre de la revue annuelle qualité. Les situations à risques (SAR) sont remontées par le sous-traitant au donneur d'ordre IPC qui les transcrits selon le cas en DRP : déclaration risque potentiel et déclenche ainsi un plan d'action pour y remédier ou éviter que la situation ne se reproduise. Le CSST fait le point tous les mois sur les accidents, presque accidents remontés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Organisation de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1
Thème(s) : Risques accidentels, SGS- sous traitance
Prescription contrôlée : Point 5 du SGS : gestion des situations d'urgence : En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet : - d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ; - de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
Constats : Les entreprises extérieures ne participent pas à la gestion de crise. En cas d'alerte, ou d'exercice POI elles appliquent les consignes d'évacuation et se rendent au point de rassemblement. En dehors des heures ouvrées un gardien est présent sur le site. En cas d'alarme sur le site , il contacte la personne IPC d'astreinte.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet